

## Questions orales

Des voix: Bravo!

\* \* \*

[Français]

## L'ENVIRONNEMENT

ON DEMANDE OÙ EN SONT LES NÉGOCIATIONS AVEC LE QUÉBEC ET LA COMPAGNIE NORANDA RELATIVEMENT À L'ÉDIFICATION D'UNE USINE D'ACIDE

**M. Gabriel Desjardins (Témiscamingue):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à l'honorable ministre de l'Environnement. Ce dernier n'est pas sans savoir que la pollution industrielle est un problème sérieux dans ma région et, en ce sens, j'aimerais lui demander où en sont les négociations avec le Québec et la compagnie Noranda relativement à l'édification d'une usine d'acide, un projet de 110 millions de dollars, qui aurait pour effet de réduire de 50 p. 100 les 500,000 tonnes d'anhydride sulfureux qu'évacue la mine Noranda chaque année dans ma région.

[Traduction]

**L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement):** Monsieur le Président, comme le sait le député, le Québec produit environ un million de tonnes par an d'émanations d'anhydride sulfureux. La moitié de ces émanations sont imputables à une seule compagnie, la Noranda. En conformité de l'entente fédérale-provinciale signée en février 1985, le gouvernement du Québec négocie en ce moment avec la Noranda la mise en oeuvre d'un programme destiné à enrayer cette pollution. Pour sa part, le gouvernement fédéral s'est engagé à participer de manière juste et équitable au coût de la mise en oeuvre d'un tel programme concernant Noranda, surtout en ce qui a trait à l'usine d'acide dont parle le député. Ces négociations devraient prendre fin très bientôt et nous pourrions ratifier peu après une entente avec le Québec et la compagnie visée.

**M. le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît.

\* \* \*

[Français]

## LE COMMERCE EXTÉRIEUR

ON DEMANDE DES PRÉCISIONS AU SUJET DES NORMES QUI SERONT EXIGÉES DES FABRICANTS D'AUTOMOBILES CORÉENS ET JAPONAIS

**M. John Parry (Kenora—Rainy River):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Commerce extérieur. Puisque la *General Motors* à Sainte-Thérèse est menacée de fermeture et que les Américains sont peu encouragés à investir au Québec, à cause des conditions préférentielles accordées au manufacturier coréen Hyundai, le gouvernement va-t-il appliquer aux fabricants coréens et japonais les mêmes

normes qui sont appliquées aux Américains au niveau des exigences du contenu canadien et de l'assemblage fait au Canada?

[Traduction]

**L'hon. James Kelleher (ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, le député sait, j'en suis certain, qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1987, un droit de 6 p. 100 sera imposé sur les automobiles importées de Corée. Par ailleurs, mon collègue le ministre de l'Expansion industrielle régionale a des entretiens avec les fabricants d'automobiles japonais et coréens pour voir ce que l'on peut faire pour apaiser les craintes que le député a si bien exprimées.

[Français]

ON DEMANDE SI LE PREMIER MINISTRE ANNONCERA DES RESTRICTIONS À L'IMPORTATION AU CANADA DE VOITURES ÉTRANGÈRES DURANT SA VISITE EN CORÉE ET AU JAPON

**M. John Parry (Kenora—Rainy River):** Monsieur le Président, je désire poser une question supplémentaire.

Comme ces importations mettent en jeu des milliers d'emplois au niveau de l'industrie de l'automobile au Québec, est-ce que le ministre va demander au premier ministre d'annoncer des restrictions à l'importation au Canada de ces voitures étrangères au cours de ses visites en Corée et au Japon?

• (1500)

[Traduction]

**L'hon. James Kelleher (ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, je signale au député que je suis au courant des informations que le premier ministre a reçues au sujet des échanges commerciaux. Comme le député le sait, il est en voyage au Japon et en Corée. Je crois qu'il aura des entretiens pendant ce voyage.

**M. le Président:** Le député de Saint-Henri—Wesmount peut poser une question.

**M. Johnston:** Votre Honneur a-t-elle dit une petite question?

**M. le Président:** Oui.

**M. Crosbie:** Oui, une petite question.

\* \* \*

## L'ADMINISTRATION

LE MINISTRE DE L'EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE—LA CONFÉRENCE DE PRESSE DU PREMIER MINISTRE

**L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri—Westmount):** Dans ce cas, monsieur le Président, je poserai ma question au vice-premier ministre. Lors d'une conférence de presse ce matin, le premier ministre a dit qu'il était prêt à donner le bénéfice du doute au ministre. Si aucun conflit d'intérêts n'était apparent, le vice-premier ministre peut-il nous dire de quel doute le premier ministre voulait parler?